

## La transformation de la politique

*La démocratie sans l'État*, de Daniel Innerarity. Éditions Climats, 253 p.

Martin Provencher

---

Numéro 216, septembre–octobre 2007

La démocratie... et après?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/10312ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Provencher, M. (2007). La transformation de la politique / *La démocratie sans l'État*, de Daniel Innerarity. Éditions Climats, 253 p. *Spirale*, (216), 16–17.

# La transformation de la politique

LA DÉMOCRATIE SANS L'ÉTAT de Daniel Innerarity

Éditions Climats, 253 p.

par MARTIN PROVENCHER

Rien de plus commun à l'heure de la mondialisation que la déploration de l'impuissance de la politique comme s'il était évident pour tout le monde que les politiciens ne peuvent et ne savent plus changer le monde. En conséquence, la politique nous apparaît comme une activité insignifiante qui s'exerce en marge de nos vies et dont nous nous passerions bien si nous le pouvions alors que dans les domaines économique, scientifique et technologique nous exigeons que règne une culture de l'innovation. Ce constat paradoxal constitue le point de départ de la réflexion de Daniel Innerarity pour interroger la fonction spécifique de la politique à notre époque. La réponse qu'il apporte à cette question dans *La démocratie sans l'État* se déploie sur trois axes. Le philosophe espagnol soutient d'abord, à la manière de Hannah Arendt, que « *la politique est une sphère où l'on ne se contente pas de gérer, [mais] où l'on innove* », ce qui le conduit à redéfinir ce que l'on attend de la politique en fonction du langage requis pour être à la hauteur de cette tâche. Mais étant donné que l'on ne saurait exercer cette activité sans disposer d'une vue d'ensemble de la société, la clarification du concept de politique cède bientôt la place à une analyse de l'évolution sociale. C'est à ce niveau que l'auteur se montre le plus radical et le plus original. Après avoir pris la mesure du défi que pose le pluralisme contemporain et pris parti, dans le sillage de Chantal Mouffe et de Richard Rorty, pour une conception conflictuelle de la démocratie, Innerarity aborde les politiques de l'identité. Il soutient que la crise des États-nations et de l'identité des communautés qui ont voulu en devenir, crise provoquée par la mondialisation, est la chance pour l'Europe de rationaliser les identités nationales comme elle l'avait fait auparavant pour les religions, c'est-à-dire à l'aide des procédures démocratiques. Il explore ensuite d'autres dimensions au cœur de cette transformation de la politique, comme la visibilité, la sécurité et les politiques environnementales. En guise de conclusion, Innerarity reconsidère le rôle de l'État et du gouvernement avant de proposer une nouvelle façon de départager la droite et la gauche.

La première partie de la démonstration de cet ouvrage passionnant est absolument sans failles : il n'y a rien à redire de la redéfinition du concept de la politique, placée à l'enseigne d'Arendt et de Weber. L'analyse très riche de la transformation de la politique dans le monde complexe qui est

aujourd'hui le nôtre et de ses implications pour le rôle de l'État et pour l'idéologie appelle en revanche quelques réserves sur des points qui devraient faire l'objet d'un large débat démocratique. C'est pourquoi nous y consacrerons l'essentiel de ce compte rendu.

## Pluralisme et démocratie : le nouveau radicalisme politique

Le pluralisme qui caractérise les sociétés contemporaines se distingue de celui des sociétés antérieures par sa dimension tragique. Ce qui l'alimente, ce n'est ni la stratification sociale que connaissaient les sociétés traditionnelles, ni la différenciation des sphères de la vie des premiers temps de la modernité, mais plutôt l'incompatibilité des fins que les individus peuvent poursuivre. En ce sens, il est clair que les valeurs sont une source de différences entre les individus et, par conséquent, de conflits potentiels pour la société. On pourrait croire que la meilleure stratégie pour s'assurer que les individus parviendront néanmoins à s'entendre consiste à opter pour une approche contractualiste et promettre que la théorie politique traitera toutes les valeurs de manière impartiale. Mais cette solution présente l'inconvénient majeur d'être peu plausible, puisqu'elle s'appuie elle-même sur des valeurs et une conception de l'homme qu'elle soustrait à la discussion. Il vaut donc mieux renoncer à une approche qui mise sur l'unité et la cohérence de la société et reconnaître que « *tout accord peut finir par être ressenti par quelqu'un comme injuste* ». Admettre qu'on ne peut pas présupposer *a priori* que les institutions seront en mesure de surmonter les désaccords, c'est se délester de l'illusion que nous avons le pouvoir de contrôler la société. Il s'agit moins d'une recette pour le fatalisme que de l'obligation pour la théorie politique de reconnaître que certains conflits sont irréductibles. Aussi la stratégie la plus appropriée, selon Innerarity, consiste-t-elle à se satisfaire d'un équilibre précaire, c'est-à-dire à expliciter les désaccords et à tenter de les minimiser au lieu de les privatiser comme dans les théories libérales dominantes. C'est à cette conception du pluralisme que correspond la démocratie conflictuelle.

La politisation des idéaux que présuppose ce type de démocratie implique une réhabilitation des passions dans l'espace politique qui heurte de plein fouet les théories rationalistes de la politique comme celles de Rawls, Larmore ou Habermas. Au lieu d'espérer qu'un consensus universel nous permettrait de remplacer la politique par le droit et la morale et qu'un patriotisme constitutionnel se substituerait aux identités nationales, il importe de rappeler le caractère nécessairement partiel de tout consensus et de toute identité. La force de la défense du particularisme d'une Chantal Mouffe ou d'un Richard Rorty ici est précisément de penser les revendications identitaires en termes politiques et de les lier explicitement à la reconnaissance d'un pluralisme démocratique, ce qui coupe court aussi bien au romantisme qu'au nationalisme traditionnel. Soutenir que « *toute identité se constitue à partir d'une différence et qu'il est impossible de ne pas laisser quelqu'un dehors* », c'est déjà faire le premier pas pour reconnaître que « *la démocratie existe quand aucune instance sociale ne peut prétendre dominer et représenter la totalité* ». Cela implique également que l'alternative entre le patriotisme et le cosmopolitisme est mal conçue. De ce point de vue, Innerarity a certainement raison de remarquer, contre Habermas, que la tolérance politique ne doit pas être conditionnelle à l'acceptation de principes universels. Le véritable danger qui menace l'idéal démocratique est donc moins le choc des passions,

qu'elles soient idéologiques ou identitaires, que la volonté de faire l'économie de l'articulation du particulier et de l'universel, ce qui signifie dans ce contexte, de la discussion des divergences d'opinions. C'est pourquoi « *la rénovation de la démocratie ne viendra pas d'une ferveur pour le consensus, mais de la culture du désaccord raisonnable* ».

### La mondialisation comme opportunité pour les politiques d'identité et de sécurité

Sur les politiques d'identité et de sécurité, la réflexion d'Innerarity s'avère tout aussi novatrice même si elle révèle ses limites. En ce qui a trait aux premières, il souligne d'abord, en se situant dans la proximité de Charles Taylor, que la source de notre embarras provient du fait que nous avons appris à gérer les différences quand il s'agit de redistribuer le pouvoir ou les biens matériels, mais non les appartenances. En conséquence, « *nous avons besoin de stratégies pour vivre avec les particularités, les individualités, les exceptions, les discontinuités, les contrastes et les singularités, qui soient en consonance avec ce que Taylor a appelé la deep diversity, cette pluralité des appartenances, des attributions et des modes d'être qui caractérise nos sociétés* ». Parce qu'elle remet en question la sainte trinité de l'ordre international westphalien, le peuple, le territoire et l'État, la mondialisation se présente dans cette perspective comme une opportunité de repenser les appartenances sur un mode inclusif. C'est en ce sens que l'auteur interprète la création de l'Union européenne dans laquelle il salue l'émergence d'une nouvelle logique politique qui permet aux individus d'appartenir à diverses communautés tout en acceptant que l'autorité politique soit répartie dans différents espaces à l'échelle locale, régionale, nationale et supranationale. La crise du modèle de l'État-nation, qui est aussi celle des aspirations sécessionnistes, serait ainsi l'occasion de concevoir des identités ouvertes, des « *unités flexibles* » dont Innerarity défend la possibilité sous le nom de pluralisme constitutionnel. Par là, il suggère qu'en matière d'identités nationales le respect des individus devrait passer par l'acceptation des deux recommandations suivantes : « *On ne devrait demander à personne d'oublier qui il est. On doit simplement exiger qu'il ne pense pas son identité comme un moyen d'exclure les autres, qu'il ne la fasse pas valoir contre le pluralisme qui caractérise nos sociétés.* »

S'il paraît difficile de s'opposer à ces exigences, il n'en va pas de même de sa conception de la sécurité. Au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, on a beaucoup discuté de la vulnérabilité des démocraties occidentales. La position de l'auteur sur ce sujet prend la forme d'un paradoxe : « *La vulnérabilité de nos sociétés est cela même qui les rend puissantes.* » Cet argument, qui s'appuie sur l'analyse de la théorie des systèmes de Luhmann, doit sa vraisemblance à l'analogie que l'on peut faire avec la psychologie du comportement des individus. L'individu qui est incapable de faire confiance aux autres et de leur déléguer une partie de ses tâches est manifestement un individu faible. De même, mais en sens inverse, on peut considérer qu'un régime politique, comme la démocratie, dans lequel il n'existe pas d'autorité absolue et où pour imposer son pouvoir la société doit recourir à des stratégies indirectes est un régime fort. Il en découle que la meilleure sécurité est celle qui passe par la coopération. Dans les termes d'Innerarity, « *le désir de sécurité doit passer de l'affrontement et de la protection à la coopération. Cette dernière est la forme la plus intelligente de sécurité dont puisse se doter une société démocratique* ». S'il va de soi qu'une telle coopération devrait s'attaquer aux causes des problèmes et miser sur une approche à long terme, cela ne nous dit guère comment les citoyens pourront exercer un contrôle démocratique sur leur propre sécurité et celle de leur État. On est donc en droit de demander qui doit coopérer avec qui et à quelles conditions. D'autant plus que jusqu'à maintenant cette coopération n'a impliqué que les États, ce qui est inacceptable.

### Un nouveau rôle pour l'État et l'avenir de la social-démocratie

Il y aurait beaucoup à dire sur l'excellente analyse de la culture politique que requiert l'évolution sociale provoquée, entre autres, par la mondialisation. Nous nous contenterons de résumer ce qui nous semble en être l'idée principale pour mieux interroger la conception du social-libéralisme que propose Innerarity. Une fois admis que la mondialisation marque la fin du monopole de la politique par l'État et la dissociation de l'économie, de la société et de la politique, l'État ne peut plus exercer son pouvoir qu'en acceptant de devenir une instance médiatrice dont le rôle est de faciliter la coopération entre des systèmes différents qui, parce qu'ils sont mus par leur logique propre, sont aveugles aux besoins des autres, ce qui a pour effet d'engendrer des coûts systémiques importants. C'est seulement à cette condition qu'il serait possible de retrouver quelque chose comme « *l'équivalent fonctionnel* » du bien commun dans l'ancien régime de l'État-nation. Cela présuppose une rupture avec les conceptions de la politique et de l'économie qui négligent les médiations entre l'individu et l'État comme celle de Robert Nozick et des néolibéraux. Il en résulte au niveau idéologique que l'opposition entre la politique et l'économie n'a plus sa raison d'être. Il ne s'agit plus de savoir si l'on est pour ou contre l'État, ou dans le vocabulaire de la gauche, pour la réforme ou la révolution, parce que « *les problèmes ne peuvent être résolus ni par l'État ni sans lui* ». Mais si l'auteur a raison de soutenir qu'il est urgent d'apprendre à limiter le pouvoir de l'État aux seuls domaines où sa présence est nécessaire et de mettre fin à la domination économique, on peut douter que le projet de social-démocratie axée sur l'égalité des chances qu'il propose soit une véritable solution de rechange à la troisième voie. Il est à craindre qu'un libéralisme de ce type ne soit en effet trop conservateur. Non parce qu'Innerarity a l'audace de redéfinir les attitudes politiques en faisant appel aux travaux du sociologue Ulrich Beck qui n'est pas particulièrement réputé pour son progressisme, mais plutôt parce que rien n'indique dans sa proposition que les plus démunis auront réellement les moyens de résister aux abus des puissants sur le marché. De ce point de vue, l'égalité d'autonomie défendue récemment par Marc Fleurbaey nous semble une thèse plus recommandable (*Spirale*, n° 215, juillet-août 2007, p. 43). À l'avantage d'Innerarity, soulignons toutefois que sa compréhension plus politique de l'autonomie le prémunit contre les risques d'une dérive totalitaire à laquelle pourrait conduire une conception morale de l'égalité comme celle de Fleurbaey. Il est donc clair que sa proposition mérite d'être discutée et qu'elle devrait l'être aussi bien dans les milieux universitaires que dans les cercles politiques.

On aura compris que *La démocratie sans l'État* est un ouvrage majeur dans sa catégorie et qu'il devrait être lu par toute personne qui s'intéresse à la rénovation de la social-démocratie ou, plus simplement, qui cherche à comprendre quel rôle peut encore jouer la politique dans le monde d'aujourd'hui. ●